

PLAN – Méthodologie en droit public

Cours d'université d'été Toulouse 1 Capitole

CPGE / PASS / Autres

éd. 2025

ATELIER PRÉLIMINAIRE : INTRODUCTION AU DROIT PUBLIC

- Présentation des différents outils juridiques
- Présentation des différentes méthodologies juridiques

ATELIER N°1 : QU'EST-CE QUE LE DROIT PUBLIC ?

Chapitre 1 : Le droit public

Section 1 : Le vocabulaire juridique en droit public

- I. Définition du droit public
- II. Définition du droit administratif

Section 2 : L'organisation juridictionnelle en droit public

- I. Les juridictions administratives
- II. Les recours en droit administratif

Chapitre 2 : QCM

1. Quel est l'objet d'étude du droit public ?

- a. La loi
- b. L'État
- c. Les personnes privées

2. Quelles sont les personnes morales de droit public ?

- a. L'État
- b. Les associations
- c. Les PME
- d. Les universités
- e. Les régions

3. Quel est le juge au sommet de l'ordre juridictionnel administratif ?

- a. le Tribunal des conflits
- b. la Cour des comptes
- c. le Conseil d'État

4. Qui est le juge de droit commun du droit administratif ?

- a. le Conseil d'État
- b. la Cour d'appel administrative

c. le Tribunal administratif

5. Quelle(s) décision(s) sont susceptibles d'un recours en cassation ?

- a. les décisions des tribunaux administratifs
- b. les décisions des cours administratives d'appel
- c. les décisions du Conseil d'État

6. Quelle est la formation la plus élevée du Conseil d'État ?

- a. la formation en section spécialisée
- b. la formation en section contentieuse
- c. la formation de l'assemblée

7. Les décisions rendues par le Conseil d'État en premier et en dernier ressort sont-elles susceptibles d'appel ?

- a. Oui
- b. Non

8. De qui le Conseil d'État est-il le juge suprême ?

- a. L'État
- b. L'administration
- c. L'Union européenne

9. Quel est l'objectif du recours pour excès de pouvoir ?

- a. annuler un acte illégal de l'administration
- b. laisser inappliqué un acte de l'administration
- c. trancher un différend entre personnes privées

10. Quel est l'objectif du référé ?

- a. annuler un acte liberticide
- b. suspendre un acte liberticide
- c. réparer un dommage suite à un acte liberticide

Chapitre 3 : Exercice pratique – Lecture et fiche d'arrêts

- Conseil d'Etat, Ass., 8 février 2007, *Société Arcelor Atlantique et Lorraine et autres*, n° 287110
- Conseil d'État 2^{ème} – 7^{ème} ch., 20 septembre 2022, *Syndicat Jeunes Médecins*, n°451129.

ATELIER N°2 : QU'EST-CE QUE LE DROIT CONSTITUTIONNEL ?

Chapitre 1 : Le droit constitutionnel

Section 1 : L'État

- I. La population
- II. Le territoire
- III. Le pouvoir institutionnalisé
 - A. La souveraineté
 - B. La personnalité morale

Section 2 : Les formes d'État

- I. L'État unitaire
- II. L'État composé

Section 3 : La séparation des pouvoirs

- I. Le régime parlementaire, la séparation souple des pouvoirs
- II. Le régime présidentiel, la séparation stricte des pouvoirs
- III. Le cas particulier, la Vème République

Section 4 : La Constitution

- I. La définition de la Constitution
- II. La fonction de la Constitution
- III. L'adoption et la révision de la Constitution
- IV. L'autorité de la Constitution : le contrôle de constitutionnalité

Chapitre 2 : QCM

1. Quelle caractéristique n'est pas nécessaire à la caractérisation juridique d'un État ?

- a. Le territoire
- b. La nation
- c. La population

2. Quelles sont les caractéristiques principales de la souveraineté ?

- a. une puissance suprême
- b. une puissance absolue
- c. une puissance limitée
- d. une puissance de commandement public
- e. une puissance interne

3. Quel type de régime concrétise la souveraineté nationale ?

- a. le régime de démocratie représentative
- b. le régime de démocratie participative
- c. le régime de démocratie directe

4. À qui appartient la souveraineté dans la Constitution de la Vème république de 1958 ?

- a. au peuple

- b. à la nation
- c. au peuple et à la nation

5. Comment qualifier l'État unitaire français ?

- a. un État unitaire centralisé
- b. un État unitaire concentré
- c. un État unitaire déconcentré
- d. un État unitaire décentralisé administrativement
- e. un État unitaire décentralisé politiquement

6. Quelle est la fonction d'une Constitution ?

- a. une fonction axiologique : l'expression d'une philosophie politique
- b. une fonction organisationnelle : la détermination des modalités d'acquisition et d'exercice du pouvoir politique
- c. une fonction normative : la création de la hiérarchie des normes

7. Quel pouvoir est chargé de réviser la Constitution ?

- a. le pouvoir constituant premier
- b. le pouvoir constituant second
- c. le pouvoir constituant originaire
- d. le pouvoir constituant dérivé

8. Quel organe est chargé de garantir la suprématie de la Constitution française ?

- a. Le Président de la République
- b. Le Tribunal constitutionnel
- c. Le Conseil constitutionnel

9. Quelles sont les conditions du contrôle de constitutionnalité a posteriori en France ?

- a. la question doit être nouvelle
- b. la disposition critiquée doit être applicable au litige
- c. la question doit être sérieuse
- d. la question doit être inconditionnelle

10. Qu'est-ce qui caractérise le régime parlementaire ?

- d. la responsabilité du Président devant le Parlement et le gouvernement
- e. la séparation souple des pouvoirs
- f. la possibilité de dissoudre le Parlement

Chapitre 3 : Exercices pratiques

- **Dissertation** : La Constitution, une norme comme les autres ?
- **Commentaire de citation** : « *Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutive.* » (Montesquieu, *De l'esprit des lois*, livre XI, chapitre VI)
- **Commentaire de texte** : Robert BADINTER, « Aux origines de la question prioritaire de constitutionnalité », RFDC, 2014/4, n° 100, p. 77

ATELIER N°3 : QU'EST-CE QUE LE DROIT EUROPÉEN ?

Chapitre 1 : Le droit européen

Section 1 : Le Conseil de l'Europe

- I. La Convention européenne des droits de l'Homme
- II. La Cour européenne des droits de l'Homme

Section 2 : L'Union européenne

- I. La répartition des compétences au sein de l'Union
- II. Les sources du droit de l'Union
- III. Les caractéristiques existentielles du droit de l'Union
- IV. La Cour de justice de l'Union européenne

Chapitre 2 : QCM

- 1. Quelle est la nature juridique de l'Union européenne ?**
 - a. une organisation d'intégration
 - b. une organisation intergouvernementale
 - c. une organisation fédérale
- 2. La Cour européenne des droits de l'Homme est-elle susceptible de se prononcer sur l'interprétation et l'appréciation de validité du droit de l'Union ?**
 - a. Oui
 - b. Non
- 3. Le particulier peut-il avoir accès directement au prétoire de la Cour européenne des droits de l'Homme ?**
 - a. Oui
 - b. Non
- 4. Les États membres peuvent-ils légiférer dans les domaines de compétence exclusive ?**
 - a. Oui
 - b. Non
- 5. Sélectionnez les normes pouvant être considérées comme faisant partie du droit primaire de l'Union**
 - a. le Traité sur l'Union européenne
 - b. le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
 - c. les Traités d'adhésion
 - d. les règlements
 - e. les directives
 - f. les droits fondamentaux
 - g. les accords internationaux
- 6. Quelle institution représente les intérêts des États membres dans l'Union européenne ?**
 - a. le Parlement européen
 - b. la Commission européenne
 - c. le Conseil

- d. le Conseil de l'Europe
- 7. **Un État membre peut-il invoquer sa Constitution nationale pour justifier la non-application du droit de l'Union ?**
 - a. Oui
 - b. Non
- 8. **Parmi ces propositions, laquelle constitue une limite au principe de primauté du droit de l'Union ?**
 - a. la loi postérieure
 - b. la Constitution
 - c. l'identité nationale
- 9. **Quel est l'objectif du recours en manquement ?**
 - a. l'annulation d'un acte illégal de l'Union
 - b. la sanction d'un État membre pour violation du droit de l'Union
 - c. la constatation de la carence d'une institution de l'Union
- 10. **Le renvoi préjudiciel est-il ...**
 - a. un recours devant la Cour de justice
 - b. un avis de la Cour de justice
 - c. une question posée à la Cour de justice

Chapitre 3 : Exercices pratiques

- **Commentaire d'article** : « *L'Union respecte l'égalité des États membres devant les traités ainsi que leur identité nationale, inhérente à leurs structures fondamentales politiques et constitutionnelles, y compris en ce qui concerne l'autonomie locale et régionale. Elle respecte les fonctions essentielles de l'État, notamment celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale, de maintenir l'ordre public et de sauvegarder la sécurité nationale. En particulier, la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État membre.* » (Article 4§2 du Traité sur l'Union européenne)
- **Commentaire d'arrêt** : CJUE, GC, 22 juin 2010, *Aziz Melki et Sélim Abdeli*, aff. jointes C-188/10 et C-189/10 :